



La précarité à vie...

NON MERCI !

Le gouvernement Villepin-Sarkozy met en place des **emplois jetables spécial jeunes**. Le CPE, « **Contrat Première Embauche** » permet aux **entreprises privées d'embaucher un jeune avec une période d'essai de 2 ans**. C'est une aubaine pour les employeurs qui vont pouvoir faire trimer des jeunes pour pas cher et se débarrasser d'eux sans aucune justification. Aujourd'hui les jeunes subissent à la sortie des études un « **sas de précarité** » de 10 ans, avant d'avoir la « **chance** » d'intégrer un emploi stable. Demain ça sera pire.

Comment obtenir un prêt bancaire, un logement, faire des projets d'avenir quand on est licencié pendant 2 ans ?

La précarité tout au long de la vie

Ce nouveau contrat précaire pour les jeunes n'arrive pas aujourd'hui par hasard. Il fait partie d'un vaste projet du MEDEF (organisation patronale) et de la droite visant à développer la précarité tout au long de la vie, du berceau au cercueil. **Remise en cause de l'école obligatoire jusqu'à 16 ans, apprentissage dès 14 ans, développement des stages bidons, de l'intérim à outrance, contrats précaires, casse du système de retraite et mise en place de CDD pour les séniors...** La liste est longue de toutes les mesures prises pour précariser les générations à venir. C'est un choix de société que le MEDEF veut imposer à tous. Refusons-le !

Etape par étape, le gouvernement casse tout !

Villepin et Sarkozy veulent permettre aux patrons et aux actionnaires d'accumuler toujours plus de profits. Une vieille solution : essorer les salariés, les contraindre à accepter des salaires de misère, des conditions de travail infernales. Ils rêvent de casser notre protection c'est à dire le CDI (Contrat à Durée Indéterminée).

Les « solutions » de Villepin sont cyniques :

- **Permettre aux employeurs de virer les salariés sans contrainte.** Il procède par étapes pour éviter une révolte sociale. Il a commencé avec le Contrat Nouvelle Embauche, il continue avec le Contrat Première Embauche et si les jeunes ne réagissent pas, il généralisera la période d'essai de 2 ans pour tout le monde... avant d'aller plus loin.
- **Faire des cadeaux aux patrons** sous forme de réduction de cotisations salariales. Ces recettes sont inefficaces, pire, elles mettent en danger le financement de la sécu et de la retraite.

Pour faire accepter ces reculs, la droite et le MEDEF développent une propagande visant à faire croire que les nouveaux contrats précaires vont lutter contre le chômage. **Mensonges !!!**

Une Loi pour la réussite dans l'enseignement supérieur !

Face aux projets libéraux du gouvernement, nous ne pouvons nous passer de propositions pour l'enseignement supérieur qui garantissent le droit de chacun d'entre nous à une éducation de qualité qui nous permette de rentrer dans la vie active avec un emploi stable.

Il faut cesser de culpabiliser les salariés, les jeunes et les étudiants comme le fait la droite pour construire des réformes toujours plus dures pour les plus démunis. Parions plutôt sur les capacités de chacun d'entre nous à construire collectivement ce qui est le mieux pour nous tous : un véritable service public de l'enseignement supérieur ! Des stages en rapport avec nos études, rémunérés dès le début et ouvrant aux droits à la retraite. Des emplois stables, correctement rémunérés et offrant un droit à la formation tout au long de la vie. Pour construire cela, nous avons besoin de toutes les énergies.

Rendez-vous sur : www.lres.etudiants-communistes.org

Union des Etudiants Communistes

01.40.40.11.64 – uec@jeunes-communistes.org

Pour une sécurité d'emploi ou de formation

À la précarité généralisée imposée par la droite, opposons la sécurité pour construire nos vies. Prenons à contre-pied la politique de Sarkozy et Villepin.

Il faut **sécuriser les parcours de vie** en créant une « sécurité d'emploi ou de formation ». L'objectif est de répondre aux formidables besoins de formation de notre époque. Il s'agirait pour les salariés d'alterner périodes d'emploi et de formation sans passer par la case chômage ou précarité, avec le maintien d'un bon niveau de revenus et de droits ; avec des formations choisies, permettant aux individus de pouvoir approfondir des connaissances, de se cultiver pour soi et faire face aux développements technologiques.

Taxons les marchés financiers qui aspirent les richesses et parasitent le progrès économique et social. Cela permettrait de financer la « sécurité d'emploi et de formation », la santé, les services publics.

Il faut **faire entrer la démocratie au sein de l'entreprise**, gagner de nouveaux pouvoirs pour les salariés, leur permettant notamment d'empêcher le scandale des licenciements boursiers et de faire des contre-propositions.

Des milliards d'euros sont accordés aux entreprises sans qu'il y ait de création d'emplois. C'est un détournement scandaleux qui prouve que l'argent existe pour l'emploi et la formation de tous les salariés et notamment des jeunes. **Il faut contrôler l'utilisation de ces aides** pour favoriser les entreprises qui créent de l'emploi stable, bien rémunéré, celles qui offrent des formations de bon niveau ; pas celles qui licencient, précarisent, spéculent, multiplient les stages et les contrats précaires et bidons.

Nous refusons de vivre comme au Royaume-Uni (4^è puissance mondiale) où les chiffres du chômage sont de 5 % mais où le nombre de travailleurs pauvres explose, où Médecins du Monde est obligé d'ouvrir des centres médicaux !!!

Le Chômage n'est pas en baisse !!!

Le gouvernement tente de nous faire croire que le chômage diminue depuis plusieurs mois. Encore un mensonge : les emplois créés sont précaires, des milliers de chômeurs sont, chaque mois, radiés de l'ANPE, les statistiques sont bidouillées.

La pauvreté explose en France comme jamais, le nombre de familles au RMI (supporté par les départements) grossit, et l'aide des associations ne suffit plus. Ce sont les résultats du chômage et de la précarité.

Pendant ce temps des centaines de milliards d'euros sont accumulés par les grands actionnaires...

Le CAC 40 a augmenté de 23 % en 2005, les actionnaires des plus grosses entreprises ont empoché 22 milliards d'euros, sans bouger le petit doigt... Jamais dans les médias on nous parle de cela !

Sarkozy, lui, préfère stigmatiser les jeunes et accuser les chômeurs ou les sans papier. Il cherche ainsi à diviser les gens pour éviter que les citoyens se posent les bonnes questions.

Pour agir contre la précarité dans l'emploi et dans l'enseignement supérieur :

- O Je souhaite connaître les initiatives contre le Contrat Première Embauche et sur la Loi pour la réussite dans l'enseignement supérieur**
- O Je m'organise avec l'UEC**

Nom/Prénom : Université :
Adresse : Code Postal :
Ville : Tél. : Mail :

A renvoyer à : UEC – 2, place du Colonel Fabien – 75019 Paris ; Mail : uec@jeunes-communistes.org